



Gilles Clément

La planète Terre, jardin partagé

vendredi 21 novembre 2014, par [Valérie de Saint-Do](#)

Cassandra/Horschamp demande à des personnalités que l'on nomme, faute de mieux, issues de la « société civile » de nous livrer leurs utopies. Et celles de Gilles Clément, jardinier planétaire et grand ami, est essentielle. Engagé mais irréductible à une étiquette politique, le jardinier-philosophe écrit, voyage, agit, du micro au macro, et transmet sans relâche son expérience aux jeunes générations d'acteurs du paysage qu'il a formées. Diffuser de l'intelligence, de la connaissance, du sensible : c'est la clef d'une utopie qui résonne comme une urgence.

(article paru dans le [numéro 90 de Cassandra/Horschamp](#), été 2012)



Pour toi, jardinier planétaire et lanceur d'alertes sur la destruction de la biodiversité, quelles sont les priorités d'un projet politique ?

Gilles Clément : À Nantes, il y a trois ans, j'ai exposé dans une réunion la possibilité et la nécessité d'un projet politique à partir des principes du Jardin planétaire [1]. En résumé : comment faire pour restituer à l'environnement l'énergie qu'on lui prend, exploiter la diversité sans la détruire ? Recycler la totalité de ce que nous distribuons, et imaginer une industrie et un artisanat qui inventent, et prennent en compte cette nécessité. Comment utilise-t-on l'eau et comment la remettons-nous dans le circuit, sachant que ce que nous buvons et utilisons a déjà été bu plusieurs fois par les plantes, les animaux, les humains, et recyclé ? Nous sommes dans une lessiveuse ! Tous dans le même bain.

À partir de là, on établit les priorités et on en déduit les ministères. Le premier des ministères, c'est celui qui a pour fonction ce que je tente à une échelle micro avec l'Université rurale des paysages [2] : rendre intelligible notre environnement dans un contexte de finitude. Comment se développe-t-on – je n'utilise pas le mot *croissance* – dans les limites de la biosphère ? Cela suppose d'inventer une économie du « développement » en faveur de l'*immatériel* et en défaveur du matériel. L'humanité ne peut pas imaginer

régresser ; notre besoin de progression, d'amélioration est évident. Or, l'accroissement des biens matériels ne le comblera pas. On ne peut pas conduire plusieurs 4 x 4 (même un, c'est idiot) ! Combien de machines superflues dans nos maisons ? Quel sens ont ces immenses surfaces, ces immeubles éclairés la nuit pour bien montrer qu'il y a là le pouvoir et la bêtise ? Tout cela est idiot. Donc, la priorité d'un gouvernement idéal, construit à partir d'une pensée sur l'écologie, c'est « Comment être intelligent ? », c'est-à-dire rendre notre environnement intelligible à tous. Le premier des ministères est celui de la connaissance, de l'accroissement du savoir et de la compréhension des choses en tous domaines.

Cela signifierait une fusion-élargissement d'un ministère de l'Éducation, de la Recherche, de la Culture, de l'Éducation populaire ?

Bien sûr. C'est le premier ministère, celui qui mobilise les énergies : la science, la connaissance, le sens, le sensible, la haute qualité... et l'argent - parce que cette priorité, il faut la financer. Viennent ensuite des ministères obligatoires. On sait qu'il faut cesser de dépenser inutilement des énergies fossiles au bord de l'épuisement. Comment s'orienter intelligemment vers des énergies nouvelles ? On a sabordé en France la totalité du champ des recherches, en pointe autrefois, sur le photovoltaïque, alors que des photopiles sur une petite maison vous rendent totalement indépendant. On peut être producteur autonome de son électricité, mais personne ne le sait, on ne le fait pas savoir ! De même qu'on a la possibilité de récupérer l'eau de son toit et de la boire après l'avoir filtrée. Mais si nous sommes nombreux à nous lancer dans ces initiatives, nous risquons d'être taxés... Nous avons assisté à la confiscation du bien commun par tous les bouts. Je propose sa déconfiscation. Autre priorité ministérielle, les déplacements et les échanges : nous dépensons une énergie démente dans des déplacements devenus inutiles avec la généralisation des nouvelles technologies. On n'a rien fait sur le ferroutage, etc. Enfin, il faut mettre en avant la santé et le logement. Mais l'ensemble de ce gouvernement doit s'organiser autour d'une pensée : comment ne pas saborder l'environnement dans lequel on vit ? C'est ça, la pensée écologiste ! Il est très facile de mettre en place tous les postes d'urgence à partir de ce point de vue. Et, enfin, à la fin seulement, vient le ministère des Finances, pour faire fonctionner tous les autres. Ce n'est pas lui qui doit donner les ordres. Il y a là un projet politique. Aujourd'hui, nous n'en avons pas ; ce qui supplante tout, c'est une règle basique : « Ça rapporte ou ça ne rapporte pas ? » Quand ça rapporte, on le fait, tant pis pour les conséquences. Dans ces conditions, nous n'avons pas besoin d'un projet politique, juste d'une mécanique déboussolée. J'ai été frappé par les propos de Bernard Stiegler et Paul Jorion dans le [n° 89 de *Cassandra/Horschamp*](#), selon lesquels les financiers eux-mêmes ne savent plus ce qu'ils font ! Nous sommes dans une carence de projets politiques. Les projets déclinés se cantonnent à celui que nous vivons et qu'il faut évacuer à tout prix. Mais il est foutu, il a disparu !

Tu parles du « jardin planétaire », et la question de l'échelle à laquelle on peut agir se pose souvent. Un pays peut-il, seul, créer un modèle, sans se voir opposer les interdépendances de la mondialisation ?

Il faut être *modèle*. Si la globalisation empêche que quelque part ait lieu un commencement, il ne se passera jamais rien ! Ce n'est qu'une question de décision politique. On nous décourage sous prétexte que la mondialisation nous freinera, nous isolera. Mais qu'en sait-on ? Peut-être que beaucoup de gens, partout, attendent que quelque chose se passe. Il suffit de commencer, d'agir, de changer de critères. Si nous prenons des décisions à partir d'un raisonnement bien construit, nous n'avons pas besoin d'avoir peur. Nous savons où nous allons ! C'est d'autant plus stupide de se croire tributaires de ceux qui pensent autrement en Europe qu'en fait, ils ne pensent pas du tout. Nous sommes dans le même merdier, globalement. Et c'est vrai du monde entier, à l'exception de ceux qui, en Amérique du Sud ou au Bhoutan, ont décidé de faire autrement.

Si, en Amérique du Sud, de formidables expériences politiques et sociales sont tentées, ce n'en est pas moins un continent qui, comme au Brésil, connaît de terribles ravages écologiques...

Oui, terribles, en effet. Au nom de son autonomie énergétique, le Brésil a développé des agrocarburants sur d'immenses surfaces qui réduisent le sol à néant et empêchent les gens de se nourrir. Mais il existe dans ces pays une désespérance de la puissance nord-américaine, de son modèle économique et des illusions sur son art de vivre. Ils ont acquis d'autres façons de se diriger. C'est plus évident en Équateur et

en Bolivie, mais même au Venezuela et au Brésil, il se passe quelque chose que j'avais pressenti il y a longtemps - même s'il a fallu subir trente ans de recul ! Qu'Evo Morales soit président était impensable voilà quelques années. Il y a aussi le formidable manifeste des Indiens Sarayuku en Équateur : ils plantent des arbres qui délimitent leur territoire en Amazonie et déclarent que, là, le pétrole ne sera pas prospecté ! L'Équateur s'en porte garant, et demande aux autres pays un dédommagement pour ce manque à gagner en préservant ce qui, au niveau de l'humanité, est plus précieux que le pétrole. C'est un incroyable symbole, en accord avec une pensée amérindienne fortement animiste, mais surtout profondément écologiste. C'est passionnant bien qu'encore chaotique...

Le sentiment de l'urgence écologique, très prégnant ces dernières années, semble être passé à l'arrière-plan derrière la crise économique et la souffrance sociale qu'elle génère. Sans parler de l'épouvantable régression aux États-Unis, où un front réactionnaire se dessine contre la pensée écologiste, et au Canada, où des lois passent pour légitimer les extractions minières et énergétiques les plus destructrices. C'est un rapport de forces...

Lorsqu'il se crée un mouvement réactionnaire puissant, c'est que l'on vit une deuxième phase du combat contre la vérité. Lorsque apparaît une vérité dérangement, on commence par dire : « C'est ridicule. » Ensuite, on la prétend dangereuse, puis on la récupère. C'est ce qui s'est passé en France avec l'écologie, ridiculisée au temps de René Dumont, puis présentée comme une lubie et, enfin, récupérée par le Grenelle de l'Environnement, qui a voulu la tuer définitivement.

Ce Grenelle était la machine qui permettait de développer le nucléaire et légitimait toutes les saloperies du monde à grande échelle, en culpabilisant le reste de la population : « Vous devez isoler vos fenêtres ! » - avec des publicités honteuses sur les ondes pour les matériaux les plus polluants comme l'aluminium... La désinformation est omniprésente et c'est pour ça qu'il faut d'urgence un ministère de la Connaissance. Les gens se plaignent parce que le prix du carburant augmente, mais il n'est pas assez cher : il faut rouler moins, cette énergie va disparaître ! Dans cette campagne, on nous a parlé de faciliter l'obtention du permis de conduire, et c'est ce que les médias relaient. On trouvait des éléments de programme intéressants chez les candidats, mais on n'a parlé que de ça, parce qu'« il faut que ça roule » !

Il y a là quelque chose de l'ordre des « cerveaux disponibles ». Cassandra/Horschamp use de l'analogie entre l'urgence écologique et l'urgence culturelle, toutes deux liées à la diversité et indissociablement liées. Les artistes sont parfois les premiers recycleurs, et l'exposition proposée par la bibliothèque de l'Arsenal [3] montre que les jeunes architectes et paysagistes commencent à prendre au sérieux ces questions.

Tous est lié, et c'est fou de vouloir tout séparer. Si Arnaud Montebourg réussissait à faire appliquer ses mesures, on verrait des retombées très positives sur le plan écologique... Mais il ne le sait même pas ! C'est l'ignorance qui est inquiétante. S'il y a aujourd'hui cette réaction en Amérique du Nord, c'est qu'ils sont très en retard : dans la phase qui précède la récupération. Nous, la récupération, nous l'avons vécue. Nous devons passer au projet.

Il existe aussi une fabrication médiatique d'opposition du social et de l'écologie, qui en fait un luxe pour bobos. Paul Ariès développe des théories intéressantes à ce sujet, en insistant sur le fait que le partage des richesses est indissociable du projet de décroissance.

Pauvre ou riche, l'oxygène que vous respirez est le même et les pluies acides tombent sur votre tête. Mais cela préoccupe tout de même une partie grandissante de la population. La Mutualité sociale agricole s'inquiète de voir de plus en plus d'agriculteurs gravement malades, et dont les produits rendent les autres malades. Tout déraile en ce moment. L'Europe décide de relever le niveau d'acceptation des pesticides ! On croit rêver... Et on sait quels lobbies ont dicté cela [4]. Mais qu'ils s'en aillent tous, ces lobbies, on n'a pas de besoin d'eux ! Les agriculteurs bio le démontrent, qui ne perçoivent pas de primes et s'en sortent sans être aidés. La condition n'est pas du tout la privation et l'austérité ; c'est l'intelligence ! Comprendre ce que l'on fait. Faire un peu plus de marche à pied et éteindre les lumières, ce n'est pas l'austérité, c'est l'intelligence !

Comment faire pour pouvoir vivre demain ? En revenant au « Connais-toi toi-même ». Si l'on sait qui on

est et ce dont on a besoin, on résiste à l'idiotie des injonctions de la consommation. Tout est fait aujourd'hui pour que l'on ne se connaisse pas, c'est le précepte « Ne pas réfléchir » que l'on m'a inculqué enfant, dans le milieu bourgeois où j'ai grandi. Cette école de non-pensée veut faire de chacun un consommateur. Très jeune, je posais beaucoup de questions. Sans mon jardin, elles seraient restées silencieuses, c'est lui qui m'a aidé, je lui dois beaucoup. C'est le lieu où j'ai pu me dire : « Pour préserver la diversité – ce qu'il y a de plus précieux au monde –, je change les méthodes, je ne fais pas ce qu'on m'a appris. » La règle de la désobéissance est fondamentale. Je suis *enseigné* par le jardin, les voyages, et les étudiants. Le jardin, c'est là que je questionne la nature. Elle invente, elle fabrique des choses que je n'avais pas prévues. Les voyages, parce que c'est ce qui me permet de savoir où j'habite quand je reviens. Et les étudiants, parce que ce sont eux qui posent des questions auxquelles je ne m'attends pas. Tout cela nous *oblige*. Nous sommes dans une obligation vis-à-vis de notre monde.

Tu enseignes, écris, agis avec d'autres paysagistes, artistes, architectes concernés, comme les Coloco... En attendant des décisions gouvernementales, on a l'impression que c'est dans le local, dans le micro, autour d'acteurs tels que toi que les choses s'inventent avec des initiatives comme l'Université rurale du paysage et l'école des Lacs de l'Essonne.

L'Université rurale du paysage est une petite initiative, partie d'un département déshérité, mais ambitieuse : échanger les connaissances et retisser des liens entre des populations qui ne se parlent plus. Entre les néoruraux et les exploitants agricoles, il y a un mur. Peut-on les remettre en dialogue pour aider tout le monde, et notamment ces producteurs qu'on tente de décérébrer, de contraindre à se plier à des règles et des quotas de production en raison de leur endettement ? L'an dernier, « Paysage et désendettement », un beau projet d'étudiant, parlait du principe que dans un autre modèle économique où l'endettement disparaît, les gens se libèrent et deviennent intelligents par la force des choses. Ce sont des pistes à explorer avec eux.

Dans l'agglomération des Lacs de l'Essonne, j'ai fait une conférence à la demande de Gabriel Amard [5]. J'ai conclu sur la nécessité de faire connaître son environnement – plantes, oiseaux, insectes – à toute la population. Et j'ai proposé une école de la reconnaissance de la diversité en ville. Tout de suite, il a dit : « Je prends ! » C'est l'École du jardin planétaire. Pourquoi est-ce indispensable ? Parce que ça ne s'apprend plus nulle part dans les lycées ou à l'Université ! Or, mettre un nom sur les choses, c'est les faire exister. Camus le disait, mal nommer les choses ajoute au malheur du monde... Et c'est encore plus dangereux aujourd'hui qu'à son époque ! Il y a une urgence, et cet élu l'a compris. L'école s'est créée en avril dernier à Viry-Châtillon.

Viry-Châtillon, La Souterraine, Épineuil... [6], autant de chantiers pour augmenter la connaissance, rendre le mode intelligible, créés « en région », comme on le dit bizarrement, loin des grandes villes. Ce n'est pas un hasard : de plus en plus de gens viennent habiter ces endroits. On vit de grands changements. Je cite des exemples liés au partage de la connaissance, mais il faut parler des pratiques. Dans l'émission « Carnets de campagnes », sur France-Inter, Philippe Bertrand recense des initiatives disséminées dans toute la France, et c'est étonnant ! Mais elles sont atomisées, soutenues par de microgouvernances locales capables de dire à la gouvernance officielle : « On ne vous écoute plus parce que ce que vous dites ne nous concerne pas. » C'est ainsi qu'on voit fleurir des Amap partout, c'est une explosion ! Ça marque une prise de conscience, à travers des expériences éclatées, donc non récupérables. Ce sont des gens qui ont échappé au Grenelle. Heureusement pour eux !

Propos recueillis par Valérie de Saint-Do

Notes

[1] Le Jardin planétaire est un concept destiné à envisager de façon conjointe et enchevêtrée la diversité des êtres sur la planète et le rôle gestionnaire de l'homme face à cette diversité.

[2] Université populaire que vient de lancer Gilles Clément dans le pays Ouest Creuse près de La Souterraine, où il a son jardin.

[3] « Re-architecture », exposition collective présentée jusqu'au 31 août au Pavillon de l'Arsenal, avec

notamment Le Bruit du Frigo, Exyst, Coloco, L'Atelier d'architecture autogérée, entre autres.
www.pavillon-arsenal.com

[4] Gilles Clément fait allusion aux gros syndicats agricoles, notamment la FNSEA, comme aux semenciers.

[5] Président de la communauté urbaine des Lacs de l'Essonne et candidat Front de gauche aux dernières élections législatives.

[6] Village du Cher où Bernard Stiegler a créé son école.